

## Sommaire

### ACTUALITES

**Une annulation de la dette birmane prématurée**

**Le Bureau de la censure dissous mais la répression et la désinformation continuent**

**Les protestations contre les confiscations de terres et les expulsions continuent**

**Le président du CICR en visite en Birmanie**

**Le manque de réformes freine les progrès en matière de droits de l'homme**

**Les restrictions sur la liberté de réunion continuent**

**L'exode des Rohingyas s'intensifie**

### ECLAIRAGE

**Les projets de développement la Banque mondiale sont prématurés et menacent de saper le processus de paix**

### NOUS SOUTENIR, NOUS REJOINDRE

## Edito

Alors que la population de Birmanie teste les limites de ses nouvelles libertés, il devient évident que les réformes en cours ne sont encore que superficielles. Le gouvernement continue d'utiliser la torture, le harcèlement et les détentions arbitraires contre les populations civiles. La plupart des lois répressives sont toujours en place, et les autorités continuent d'arrêter et d'emprisonner des individus en vertu de nouvelles lois censées apporter plus de droits à la population.

Malgré de récents pourparlers de paix avec l'Armée d'indépendance kachin, l'armée birmane continue les attaques dans la région. Les enfants soldats sont toujours recrutés en dépit d'un accord passé avec les Nations unies... La liste des promesses non tenues est longue.

L'hyper optimisme de la communauté internationale vis-à-vis des réformes, l'assouplissement des sanctions et l'afflux des investisseurs encouragent le gouvernement de Thein Sein à penser qu'il n'est pas nécessaire d'entamer des changements fondamentaux pour faire de la Birmanie un pays démocratique et de mettre fin aux violations des droits de l'homme.

La France et l'Union européenne doivent rester vigilantes et faire pression pour que la population de Birmanie puissent enfin jouir pleinement des droits civils et politiques auxquels elle aspire depuis si longtemps. Un engagement plus solide de la communauté internationale semble en effet absolument nécessaire pour atteindre la démocratie, la paix et la réconciliation et le développement économique.

La pression internationale à un impact certain sur les évolutions en cours en Birmanie, preuve en est la toute récente création d'un comité qui examinera les dossiers des prisonniers politiques afin de leur rendre la liberté. Une campagne internationale avait été lancée pour la mise en place d'un mécanisme approprié tel que la formation d'une commission pour enquêter sur le nombre de prisonniers politiques restant dans les prisons de Birmanie et obtenir leur libération le plus tôt possible. Le niveau d'indépendance et la transparence de ce nouveau comité permettront d'évaluer la sincérité de Thein Sein et sa volonté de s'attaquer concrètement ou non au problème des prisonniers politiques.

Bonne Lecture

L'équipe d'Info Birmanie

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

La Ruche - 84 quai de Jemmapes - 75010 Paris

Tél 07 62 80 61 22 - Email [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com) - <http://www.info-birmanie.org/>

## Une annulation de la dette birmane prématurée

Le Club de Paris, un groupe de créanciers qui réunit notamment les États-Unis, le Japon et des pays européens, a annulé 6 milliards de dollars de la dette de la Birmanie.

Le gouvernement birman a indiqué le 28 janvier avoir obtenu un accord avec ses créanciers du Club de Paris pour l'annulation de la moitié de sa dette. La dette extérieure de la Birmanie est de 15,3 milliards de dollars, sommes en grande partie prêtées dans les années 1980 et 1990. Le gouvernement a commencé à être en défaut de paiement en 1997.

Selon l'accord, 50% de la dette due aux pays occidentaux sera annulée en deux étapes. L'autre moitié sera versée entre 2020 et 2028. Le Japon a notamment tiré un trait sur 3 milliards de dettes et la Norvège en a effacé 534 millions. Le reste sera rééchelonné sur quinze ans.

Ces accords permettront à la Birmanie de contracter de nouveaux prêts, avant même qu'une enquête soit faite pour évaluer si les prêts précédents avaient bénéficié ou non au peuple birman. La Birmanie obtient ainsi des milliards de dollars d'allègement de la dette alors que sa plus importante dépense est consacrée à l'armée. Une armée qui commet des crimes contre l'humanité dans sa guerre contre les minorités ethniques.<sup>1</sup>

## Le Bureau de la censure dissous mais la répression et la désinformation continuent

Le 24 Janvier, la Division d'enregistrement et de vérification de la presse (Press Scrutiny and Registration Division, PSRD) a été officiellement dissoute. La dissolution du tristement célèbre « bureau de la censure » fait suite à l'annonce faite en

<sup>1</sup> AFP (28 janv 13) La Birmanie voit sa dette annulée de moitié

août dernier de l'arrêt de la censure préalable sur la presse.

Une nouvelle loi sur les médias est en cours d'élaboration au Parlement, mais sa publication a été reportée à plusieurs reprises.

Dans son dernier rapport sur la Birmanie, Reporters sans frontières (RSF) reconnaît que « l'a libération des journalistes emprisonnés et la fin de la censure préalable représentent le début d'une nouvelle ère pour journalistes birmans ». Cependant, l'organisation averti qu'en l'absence d'une loi octroyant aux médias une protection efficace, il y a un « réel danger » d'autocensure de la part des journalistes, après des décennies de censure gouvernementale. Les autorités conservent toujours « leurs tendances répressives » contre les médias et le Parlement continue à rejeter les propositions visant à abroger les lois répressives, comme en témoigne le nombre de poursuites juridiques lancées contre des hebdomadaires privés en 2012.

RSF a publié son « Indice de la liberté de la presse 2013 », qui a classé la Birmanie à la 151ème place sur les 179 pays étudiés.<sup>2</sup>

<sup>2</sup> Reporters sans frontières, Le printemps birman, décembre 2012

## Les protestations contre les confiscations de terres et les expulsions continuent

Alors que la communauté internationale a levé les sanctions économiques qui pesaient sur la Birmanie et que les leaders occidentaux encouragent les investissements en Birmanie, de plus en plus de fermiers birmans perdent leurs terres et donc leurs moyens de subsistance au profit de certains entrepreneurs qui se trouvent être des partenaires de longue date de l'armée. Cette dernière ne ménage pas ses efforts pour préserver les intérêts de ces élites au détriment de paysans démunis qui constituent l'écrasante majorité de la population (90%). L'ouverture de la Birmanie aux capitaux étrangers ne fait que renforcer un système oligarchique composés de complices du gouvernement qui usent de leurs privilèges pour capter les retombées économiques de la levée des sanctions.

Face à de telles injustices, les paysans trouvent malgré tout le courage de contester le sort qui leur est réservé.

- Le 2 janvier: Plus de 150 agriculteurs du village de Doe Nwe Ywar Thit, situé près de Naypyidaw, ont envoyé une pétition au président Thein Sein et à la Commission nationale chargée d'enquêter sur les confiscations de terres. Les autorités leur avaient ordonné de quitter leur foyer sous peine d'être arrêtés parce que la terre sur laquelle ils vivaient depuis plus de 50 ans a été officiellement classée en tant que terres forestières.<sup>1</sup>

- 13 janvier: plus de 2000 agriculteurs du le district de Pantanaw, dans division de l'Irrawaddy,

ont manifesté pour réclamer le retour de plus de 30 000 hectares de terres confisquées par les autorités au cours des 18 années précédentes.<sup>2</sup>

- 17 janvier: Plus de 600 agriculteurs dans le canton de Nyaungdon, dans la division de l'Irrawaddy, ont protesté contre la confiscation de plus de 4600 hectares de terres par les autorités. Les agriculteurs ont demandé au régime de cesser la confiscation des terres et de prendre des mesures contre les responsables.<sup>3</sup>

- 18 Janvier: Plus de 200 agriculteurs dans le sud l'État d'Arakan, ont manifesté pour réclamer le retour de plus de 1000 hectares de plantations de noix de coco et des terres agricoles qui avaient été confisquées par l'armée.<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Myanmar Times (07 Jan 13) Farmers in Myanmar's capital face eviction

<sup>2</sup> Myanmar Times (21 Jan 13) After 50 years, farmers in Ayeyarwady end silence

<sup>3</sup> EMG (22 Jan 13) Protesting farmers continue calls to punish land grabbers

<sup>4</sup> Narinjara News (21 Jan 13) Demonstration against army confiscating land in Gwa

## Le président du CICR en visite en Birmanie

Le 13 Janvier, le président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Peter Maurer est arrivé en Birmanie pour une visite de six jours. Lors de son voyage, Maurer a rencontré le président Thein Sein et d'autres responsables gouvernementaux. Ils ont discuté principalement de l'assistance humanitaire, de la coordination avec la Croix-Rouge du Myanmar, et de l'accès aux prisons. Peter Maurer a déclaré que Thein Sein lui a promis l'accès du CICR aux prisons birmanes au cours de leur réunion du 14 janvier. Le 17 janvier, Maurer s'est rendu à Sittwe, dans l'Etat d'Arakan, pour rencontrer des responsables gouvernementaux et des dirigeants locaux des communautés bouddhistes musulmanes. Après sa visite, Peter Maurer a déclaré que la situation humanitaire dans l'État d'Arakan était « très préoccupante ».<sup>1</sup>

## Le manque de réformes freine les progrès en matière de droits de l'homme

Plusieurs rapports indépendants publiés en janvier révèlent l'incapacité des autorités à mettre en œuvre d'importantes réformes législatives et institutionnelles, ce qui a pour conséquence une amélioration limitée de la situation des droits de l'homme en Birmanie.

- Dans son enquête annuelle mondiale « Freedom in the World 2013 », l'organisation Freedom House note la Birmanie comme « non libre » en ce qui concerne les droits politiques et les libertés civiles.

<sup>1</sup> Reuters (13 Jan 13) ICRC head in Myanmar to gain access to prisons, conflict zones; AFP (20 Jan 13) Red Cross chief upbeat after first-ever Myanmar visit

Le rapport a indiqué que les autorités continuaient: à employer des mesures répressives de contrôle des foules lors des manifestations, à violer les droits des travailleurs, à restreindre les activités des ONG, à tolérer l'accapement des terres, et à entraver l'indépendance judiciaire. Freedom House a déclaré que les améliorations en matière de liberté de réunion et d'expression observées en 2012 étaient « au bon vouloir des autorités, sans aucun changements institutionnels qui pourraient empêcher [...] un retour en arrière ».<sup>2</sup>

- L'ONG Child Soldiers International, association qui lutte pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats dans le monde, a publié un rapport qui confirme le recrutement et l'utilisation continue d'enfants soldats par l'armée birmane. Les officiers de l'armée et les agents de recrutement continuent d'utiliser l'intimidation, la coercition et la violence physique pour trouver de nouvelles recrues, y compris des enfants de moins de 18 ans. Le rapport indique que l'Organisation internationale du Travail (OIT) a reçu 237 plaintes de recrutement de de soldats mineurs en 2012, dont 21 recrutés cette même année ».<sup>3</sup>

<sup>2</sup> Freedom House (16 Jan 13) Freedom in the World 2013

<sup>3</sup> Child Soldiers International (23 Jan 13) Chance for change: Ending the recruitment of child soldiers in Myanmar; RFA (23 Jan 13) Burma Still Using Child Soldiers

## Les restrictions sur la liberté de réunion continuent

Le régime a continué à utiliser le Code pénal et la Loi sur les rassemblements pacifiques et les défilés pour harceler, restreindre, et emprisonner les militants.

- 3 janvier: Un tribunal de Pegu a condamné quatre travailleurs d'une mine d'or à six mois de prison et à une amende de 10 000 kyats (10 euros) en vertu de l'article 505 (b) du Code pénal et de la Loi sur les rassemblements pacifiques et les défilés dans le cadre de leur mouvement de protestation pacifique contre la société d'exploitation de la mine. <sup>1</sup>

- 9 janvier: Les autorités ont refusé un permis de protestation à des militants locaux qui avaient planifié d'organiser un rassemblement pour la paix dans l'Etat Kachin à Myitkyina.<sup>2</sup>

- 18 janvier: quatre militants ont été condamnés à un mois de prison en vertu de la Loi sur les rassemblements pacifiques et les défilés, pour avoir participé à un mouvement de protestation pacifique pour protester contre la répression des manifestations contre le projet de mine de Monywa. Cependant, ayant déjà passé plus de 33 jours en prison après leur arrestation, ils ont été libérés.<sup>3</sup>

- 28 janvier: La police a accusé cinq activistes d'avoir participé à une marche pour la paix sans avoir obtenu l'autorisation préalable des autorités. Ils faisaient partie d'un groupe composé d'environ 30 militants et de moines bouddhistes qui ont

1 DVB (03 Jan 13) Four gold mine protestors sentenced to jail;

2 DVB (18 Jan 13) Latpadaung activists sentenced, released in Mandalay

3 DVB (18 Jan 13) Latpadaung activists sentenced, released in Mandalay

entamé une marche de 1300 km le 21 janvier entre Rangoon et Laïza, afin de faire campagne pour la paix dans l'Etat Kachin.<sup>4</sup>

- 30 Janvier: Les autorités ont arrêté un citoyen français qui avait participé à la marche pour la paix dans l'Etat kachin.<sup>5</sup>

## L'exode des Rohingyas s'intensifie

En Janvier, l'exode de « boat people » Rohingyas provenant de l'État d'Arakan et du Bangladesh s'est intensifiée. Le 11 janvier, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a indiqué avoir reçu des informations selon lesquelles plus de 2000 personnes avaient fui l'Etat d'Arakan et le Bangladesh en bateau durant la première semaine de janvier. En outre, les autorités thaï et du Bangladesh ont arrêté des centaines de Rohingyas présents sur leur sol.<sup>6</sup>

### Thaïlande

En janvier, les autorités thaïlandaises ont arrêté et détenu près de 1000 Rohingyas qui avait débarqué en bateaux dans les provinces de Phuket, Phang Nga, Ranong. Le 28 janvier, le Conseil national de sécurité thaïlandais (NSC) a averti que la Thaïlande appliquera strictement une politique visant à détourner les boat people qui tentent d'acoster sur ses rives. Le lendemain, la marine thaïlandaise aurait détourné 340 boat people Rohingyas.

En outre, entre le 10 et le 17 janvier, les autorités thaïlandaises ont détenu environ 900 Rohingyas.

4 RFA (21 Jan 13) March for Peace in Kachin

5 Mizzima News (31 Jan 13) Burmese authorities arrest French peace marcher

6 UNHCR (11 Jan 13) More people flee western Myanmar by sea, as desperation grows

Parmi eux , 400 avaient été enfermés dans une plantation de caoutchouc pendant plus de trois mois.

Après ces raids, les autorités thaïlandaises ont mené des enquêtes sur l'implication de hauts responsables militaires thaïlandais dans la traite des Rohingyas en Thaïlande et en Malaisie. Toutefois, le 28 janvier, le Conseil de sécurité a conclu que les Rohingyas n'étaient pas victimes de traite des êtres humains et qu'ils étaient donc soumis à la déportation et n'avaient pas le droit à l'assistance.<sup>1</sup>

### Malaisie

Le 1er janvier, les autorités malaisiennes ont affirmé détenir 482 boat people Rohingyas qui avaient débarqué sur l'île de Langkawi le 30 décembre, à la suite d'un voyage en bateau de 15 jours depuis la Birmanie. Le 15 janvier, les autorités malaisiennes ont arrêté et détenu 354 autres Rohingyas qui ont débarqué en deux bateaux sur l'île de Langkawi. Le 4 janvier, le Ministre des Affaires étrangères malaisien, Anifah Aman, a déclaré que la Malaisie ne pourrait pas devenir « une destination de choix » pour les boat people Rohingyas.<sup>2</sup>

### Bangladesh

Entre le 4 et le 16 Janvier, les gardes-frontières du Bangladesh ont arrêté et détourné 181 Rohingyas.<sup>3</sup>

1 AFP (28 Jan 13) Thailand to turn away Myanmar boat people: official; AFP (30 Jan 13) Thailand pushes back 200 Rohingya boat people; AP (11 Jan 13) Thai authorities rescue nearly 700 Rohingya boat people from traffickers in south; AP (22 Jan 13) 2 Thai army officers suspended during probe of human trafficking of Rohingya refugees  
2 AFP (01 Jan 13) 500 Myanmar 'swim' into Malaysia, one dead: police

3 AFP (04 Jan 13) 13,000 boat people have fled Myanmar, Bangladesh: UN

Kaladan News (14 Jan 13) More Rohingyas arrested in Bangladesh-Burma border; Kaladan News (17 Jan 13) 85 Rohingyas pushed back to Burma within two days

## Eclairage

### ***Les projets de développement la Banque mondiale sont prématurés et menacent de saper le processus de paix\****

Fin 2012, la Banque mondiale a annoncé son premier prêt à la Birmanie en plus de 20 ans. Un Projet national d'appui au développement conduit par les communautés, financé par un don exceptionnel de 80 millions de dollars précédant l'apurement des arriérés, a été approuvé afin de procurer rapidement des avantages concrets aux populations pauvres et vulnérables. Ce projet permettra aux collectivités rurales de choisir les investissements dont ils ont le plus besoin — par exemple, construction de routes, de ponts, de systèmes d'irrigation, d'écoles, de dispensaires ou de marchés ruraux.

Dans le même temps, le régime de Naypyidaw a réglé un total de 900 millions d'arriérés de dettes en souffrance avec la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement via un prêt-relais du Japon, ce qui facilitera la reprise de l'aide internationale dans un pays qui en a longtemps été exclu.

Cependant, l'inquiétude monte chez de nombreux militants qui se demandent si cet énorme afflux d'argent minera les efforts pour une paix durable, alors que le processus de paix n'en est qu'à ses prémices.

Les organisations de la société civile birmane indiquent en effet que le projet de développement de la Banque mondiale manque de transparence. Il n'est pas clair si la Banque mondiale a pris en compte des questions telles que les conflits ethniques et la corruption endémique. La question est de savoir si le projet est inclusif et s'il est bien conçu pour répondre aux intérêts de la population des communautés locales.

Aucune consultation avec les populations, y compris dans les zones de conflit ethnique, n'ont eu lieu, mais la Banque mondiale a néanmoins décidé d'aller de l'avant avec ce projet dans un pays dans lequel elle n'a pas été engagée depuis près d'un quart de siècle. Une poignée de présentations dans la ville de Rangoun ne fournit pas suffisamment d'information pour évaluer avec précision les besoins de la population. C'est pourquoi les organisations de la société civile ont officiellement demandé un report du projet jusqu'à ce que de vastes consultations inclusives soient réalisées, mais leur demande a été ignorée.

Non seulement il n'y a eu aucune participation effective des communautés, mais un développement précipité menace de faire dérailler un processus paix extrêmement fragile. Le gouvernement a déclaré à plusieurs reprises que le chemin de la paix passera par le développement économique.

## Eclairage (suite)

Si la Banque mondiale avait procédé à de larges consultations, sécurisées et significatives dans les régions ethniques, elle aurait constaté que le développement économique est loin d'être la priorité. Ce que les populations demandent avant tout, c'est un règlement politique de la situation. Et une des conditions à un règlement politique est le retrait de l'armée birmane des régions où ils ont commis des violations des droits de l'homme pendant des décennies. En outre, la poursuite d'un processus de justice pour ceux qui ont souffert entre les mains du régime militaire, dont les membres font partie du gouvernement actuel, a été balayé.

La Banque mondiale doit s'engager dans un processus beaucoup plus transparent, plus prudent et inclusif dans le but de gagner la confiance de tout le peuple de Birmanie. Dans les zones touchées par le conflit, le développement économique n'est pas un substitut à une solution politique et à la justice. Pour les populations des régions ethniques, un règlement politique est la première étape sur le chemin de la paix. La Banque mondiale ne peut pas se permettre de reproduire les mêmes erreurs commises dans les pays voisins, au Cambodge ou en Indonésie.

*\* Publié dans Bretton Woods Project*

*22 janvier 2013*

*par Khin Ohmar*





## « Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre » Aung San Suu Kyi



74, rue Notre Dame des Champs  
75006 Paris  
Tél. 01 46 33 41 62  
Mail. [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com)  
<http://www.info-birmanie.org>

**Info Birmanie** est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

**Valoriser** auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

**Alerter** les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'Homme perpétrées par le régime birman ;

**Sensibiliser** la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

### Aidez Info Birmanie !

Envoyez vos dons par internet ou par chèque (libellé au nom de Info Birmanie, à l'adresse ci-dessus).  
Vous recevrez un reçu fiscal vous permettant de bénéficier de réduction d'impôt sur le revenu.

### Rejoignez Info Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres événements publics ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions.

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice.

Faire partager votre expérience et vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques.

Contactez Célestine

01 46 33 41 62 / [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com)

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email [infobirmanie@gmail.com](mailto:infobirmanie@gmail.com) - <http://www.info-birmanie.org/>